

## **St. John's Board of Trade**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Pour favoriser une reprise économique soutenue et la croissance, le gouvernement fédéral doit s'attaquer à la dette publique. Un budget équilibré suivi d'un surplus permettrait au gouvernement fédéral d'instaurer un climat propice aux investissements et aux affaires en accordant des baisses d'impôt, de même qu'en finançant les travaux de R-D et ceux d'amélioration des infrastructures. Il faut encourager autant que possible les partenariats publics-privés (PPP) vu leur capacité d'apporter des améliorations aux infrastructures et d'établir des services plus efficacement, ce qui réduit les coûts de fonctionnement de l'État. Le gouvernement doit promouvoir le sens des responsabilités financières dans le secteur public, exiger que ses activités deviennent plus efficaces et étudier le problème et les coûts qu'implique le régime de pensions de retraite public à prestations déterminées. Il doit aussi chercher à renforcer la fédération en prônant la collaboration et le respect mutuel entre les membres, réduire les barrières interprovinciales qui nuisent au commerce, à la circulation de la main-d'œuvre et aux échanges d'informations, et réduire la bureaucratie. Il faut préserver l'APECA et les autres organes décisionnels qui servent les intérêts de Terre-Neuve-et-Labrador. L'érosion de la fédération se poursuivra si on ignore les instances décisionnelles régionales. Le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de forger des ententes de libre-échange avec un troisième pôle géographique pour réduire la dépendance du Canada vis-à-vis les marchés américains affaiblis et ainsi mieux tirer parti des possibilités d'affaires qui permettront de rivaliser avec les puissances économiques émergentes. Des liens commerciaux officiels amèneraient une diversification des marchés et un plus grand esprit d'innovation des entreprises, d'où une meilleure résilience. Le gouvernement fédéral a pour rôle de mettre à contribution tous les membres de la fédération dans l'ensemble des négociations de libre-échange afin qu'ils puissent défendre les besoins de leurs entreprises locales. L'établissement d'une politique nationale de l'énergie (incluant un corridor d'électricité est-ouest) est un autre levier important pour renforcer la fédération, qui entraînerait par ailleurs de nouvelles possibilités économiques dans le territoire nordique. Les dirigeants de chaque province ou territoire doivent se rappeler que le Canada jouit d'une plus grande crédibilité sur la scène mondiale que les provinces individuellement.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Pour profiter de la conjoncture économique, nous devons nous montrer créatifs. Un des principaux problèmes auxquels est confronté notre pays aujourd'hui est le manque de compétences qui empêche d'en retirer le moindre avantage économique. Le gouvernement devrait s'employer en priorité à mieux former la main-d'œuvre, à capitaliser sur des secteurs sous-utilisés de la main-d'œuvre, et à rendre les services d'immigration plus dynamiques. Il ne suffit pas que la main-d'œuvre canadienne comprenne

assez de gens bien formés et compétents pour soutenir la croissance économique. En fait, c'est l'obstacle numéro 1 à une croissance économique soutenue. Le Canada doit devenir un incubateur d'idées pour stimuler la création d'emplois et nous assurer des succès constants à l'échelle mondiale. Le fait d'attirer au Canada des créateurs étrangers permettrait d'accroître l'innovation grâce aux travaux de recherche et de développement. Et l'innovation est la clé des succès futurs du Canada. Il appartient au gouvernement fédéral de réduire tous les obstacles qui nuisent à la conversion des idées en produits et services, et offrir des conditions favorables à l'épanouissement des idées. Par exemple, dans le cadre du programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (RS&DE), il faudrait voir à ce que les crédits d'impôt pour l'investissement s'appliquent de façon prévisible et efficace compte tenu des coûts. Les dépenses en immobilisations doivent demeurer admissibles au crédit d'impôt RS&DE. Le régime fiscal fédéral doit inciter les entreprises canadiennes à orienter leurs capitaux dans le sens de la recherche et du développement, et à investir dans les infrastructures et la main-d'œuvre, au lieu de garder leur argent en réserve à cause des incertitudes économiques.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Ultimement, ça ne sert à rien de créer des emplois s'il n'y a personne pour les combler. De toute évidence, des mesures en vue d'intégrer à la main-d'œuvre des groupes sous-représentés comme les gens avec des capacités différentes, les aînés, les Autochtones et les jeunes favoriseraient la création d'emplois. En ce qui concerne les accréditations à l'échelle nationale et internationale, le Cadre canadien pour l'évaluation et la reconnaissance des titres de compétences étrangers est une excellente initiative fédérale qu'il faudrait élargir de manière à encourager les responsables des professions spécialisées et des métiers à tendre vers la norme « Sceau rouge » ou une accréditation nationale semblable. Cela faciliterait les déplacements des travailleurs entre les provinces et territoires et inciterait un plus grand nombre de travailleurs qualifiés et de spécialistes à immigrer chez nous. Les baby-boomers arrivent au stade de la retraite : la proportion des gens âgés de plus de 65 ans atteignait 14,8 % de la population canadienne en 2011, une hausse de 13,7 % par rapport à 2006. Bonne nouvelle, la proportion d'enfants âgés de quatre ans ou moins s'est accrue de 11 % de 2006 à 2011, soit le plus haut taux de croissance pour cette tranche d'âge depuis le baby-boom. Effectivement, il y aura un nouveau regain des naissances quand les membres de cette nouvelle génération se retrouveront sur le marché du travail dans 20 ou 25 ans. Mais pour ce qui est de nos besoins en main-d'œuvre à court et à moyen terme, nous devons nous tourner vers l'étranger pour recruter la quantité énorme de travailleurs nécessaires. D'ailleurs, la quasi-totalité de l'augmentation nette de la main-d'œuvre nationale en 2012 résultera de l'immigration. Le gouvernement fédéral doit entreprendre en priorité d'établir des politiques nationales efficaces en matière de migration et d'immigration, complétées par une stratégie plus vaste avec des objectifs nationaux, qui soit en même temps flexible et facilement adaptable aux impératifs régionaux. Il faut résoudre au palier national les problèmes de pénurie de main-d'œuvre moyennant des solutions qui ne profitent pas à une région donnée au détriment des autres, solutions qui ne sauraient être uniques pour toutes les régions; mais ces besoins n'en sont pas moins urgents et importants. Une collaboration poussée entre les diverses provinces s'impose pour faciliter les déplacements temporaires ou permanents de travailleurs entre les limites provinciales ou territoriales afin de remédier au manque de main-d'œuvre et de doter les entreprises déficitaires d'un personnel suffisant.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Ce sont les investissements dans le capital humain, le capital social et le capital matériel ainsi que les innovations qui font augmenter la productivité. Les entreprises doivent avoir l'assurance que le contexte économique leur est favorable pour investir à la fois dans des infrastructures concrètes et dans le personnel, sous forme de capital en connaissances. Il incombe au gouvernement fédéral d'instaurer un climat le plus propice possible aux investissements. Une politique fiscale plus souple permettrait au gouvernement de canaliser les ressources financières dans les travaux de R-D de manière à aider les entreprises privées à innover et à investir, entre autres en offrant un régime fiscal compétitif au plan international. Le dollar canadien ayant atteint sa valeur maximale, il faudrait inciter les fabricants à investir dans l'achat de nouveaux équipements, surtout ceux qui doivent être importés.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Le St. John's Board of Trade a tenu une série de rencontres préalables au budget 2012 avec des représentants fédéraux. Nos membres ont régulièrement souligné la nécessité de mettre en place à Terre-Neuve-et-Labrador un organe décisionnel avec des pouvoirs accrus. L'ajout de postes fédéraux d'un rang plus élevé dans cette province amènerait une meilleure compréhension des problèmes qui se posent durant la présente période d'expansion économique. Notre province a besoin de hauts fonctionnaires sur le terrain pour y maintenir une présence fédérale forte et pour favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle. Selon nous, le gouvernement fédéral a entre autres pour mandat de promouvoir un bon dialogue; or, sans pourparlers, il ne saurait y avoir de compréhension ni d'essor économique.